



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires
Genoway SA
Lyon

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Genoway SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*PricewaterhouseCoopers Audit SA, 20, rue Garibaldi 69451 Lyon Cedex 06
Téléphone: +33 (0)4 78 17 81 78, Fax: +33 (0)4 78 17 81 79, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II.3.3 de l'annexe qui précise qu'un montant de K€ 456 au titre du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) de 2012 a été comptabilisé en "Autres produits d'exploitation" dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, du fait de l'inclusion dans le calcul du CIR 2012, après l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, d'un projet de recherche considéré comme éligible au CIR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Par conséquent l'impact favorable de cet écart lié au CIR 2012 est intégré dans le résultat au 31 décembre 2013.

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Lyon, le 29 avril 2014

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Elisabeth L'hermite



genOway

Société anonyme au capital de 885 554,40 €
Siège social : 181/203, avenue Jean Jaurès - 69007 Lyon
422 123 125 RCS Lyon

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2013

TABLE DES MATIERES

I -	<u>COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2013 (EN €)</u>	3
I - 1.	<u>BILAN</u>	3
I - 2.	<u>COMPTE DE RESULTAT</u>	5
I - 3.	<u>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</u>	6
II -	<u>ANNEXES</u>	7
II - 1.	<u>FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE</u>	7
II - 2.	<u>INFORMATIONS SUR LES PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES</u>	7
II - 3.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF</u>	10
II - 3.1.	<u>ACTIF IMMOBILISE</u>	10
II - 3.2.	<u>AUTRES CREANCES</u>	12
II - 3.3.	<u>CREDIT D'IMPOT</u>	12
II - 4.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN PASSIF</u>	13
II - 4.1.	<u>COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL</u>	13
II - 4.2.	<u>AUTRES FONDS PROPRES</u>	14
II - 4.3.	<u>CHARGES A PAYER ET AUTRES DETTES</u>	15
II - 4.4.	<u>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	15
II - 5.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF ET PASSIF</u>	16
II - 5.1.	<u>ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</u>	16
II - 5.2.	<u>ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES</u>	16
II - 5.3.	<u>CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	17
II - 6.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</u>	17
II - 6.1.	<u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u>	17
II - 6.2.	<u>AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES</u>	17
II - 7.	<u>ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS</u>	18
II - 7.1.	<u>ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL</u>	18
II - 7.2	<u>COUVERTURE EN DEVISES</u>	18
II.7.3	<u>AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN</u>	19
II.7.4	<u>ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS</u>	19
II.7.5	<u>REMUNERATION DES DIRIGEANTS</u>	19
II.7.6	<u>EFFECTIF</u>	19
II.7.7	<u>DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION</u>	19
II.7.8	<u>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES</u>	19

I - COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2013 (en €)

I - 1. BILAN

BILAN ACTIF

	Brut	Amortiss. & dépréciations	Net au 31/12/2013	Net au 31/12/12
ACTIF IMMOBILISE				
Immobil. Incorporelles				
Concessions, brevets	994 181	779 935	214 246	420 015
Fonds commercial	196 950	-	196 950	196 950
Autres immob. Incorp	322 341	322 341	-	-
Immobil. Incorp. en cours	-	-	-	-
Immobil. Corporelles				
Inst.techn.mat.et out.indust.	572 930	429 685	143 245	174 030
Autres immobilisations corp.	1 055 287	700 537	354 750	390 322
Immobil. Corp. en cours / av. acptes	-	-	-	-
Immobil. financières				
Autres participations	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	129 441	-	129 441	127 291
Total	3 271 130	2 232 498	1 038 632	1 308 608
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
En cours de product. de services	438 376	84 461	353 915	787 397
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 708 178	195 829	1 512 349	2 449 065
Fournisseurs débiteurs	28 520	-	28 520	301 721
Personnel	3 278	-	3 278	607
Impôts sur bénéfices	1 510 000	-	1 510 000	1 061 577
Taxes sur Chiffre d'affaires	175 715	-	175 715	182 135
Autres créances	308 079	-	308 079	209 413
Divers				
Valeurs mobilières de placement	730	-	730	-
Disponibilités	4 548 233	-	4 548 233	4 014 973
Charges constatées d'avance	267 805	-	267 805	219 089
Total	8 988 914	280 290	8 708 624	9 225 977
COMPTES DE REGULARISATION				
Ecarts de conversion actif	-	-	-	3 224
Total	-	-	-	3 224
TOTAL ACTIF	12 260 044	2 512 788	9 747 256	10 537 809

BILAN PASSIF

	Net au	Net au
	31/12/2013	31/12/12
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	885 554	885 554
Primes d'émission, fusion, app.	18 868 287	18 868 287
Report à nouveau	(15 527 089)	(15 174 984)
Résultat exercice	261 035	(352 105)
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Total	4 487 787	4 226 752
AUTRES FONDS PROPRES		
Prod. d'émission titr. Participations	-	-
Obligations remboursables en actions	-	-
Avances conditionnées	507 070	610 777
Total	507 070	610 777
PROVISIONS		
Provisions pour risques	108 000	111 224
Provisions pour charges	-	-
Total	108 000	111 224
DETTES		
Découvert, concours bancaires	6 304	38 119
Emprunts et dettes financ. div	-	-
Emprunts groupe et associés	-	-
Dettes fournisseurs/cpts rat.	630 431	1 290 094
Dettes fiscales et sociales		
Personnel	230 820	181 764
Organismes sociaux	436 218	385 860
Taxes sur chiffre d'affaires	111 519	90 988
Autres dettes fiscales & sociales	12 511	9 195
Dettes/immob.et cptes rattachés	14 783	-
Autres dettes	1 803 008	1 810 406
Produits constatés d'avance	1 398 560	1 782 629
Total	4 644 154	5 589 055
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecarts de conversion passif	243	-
Total	243	-
TOTAL PASSIF	9 747 256	10 537 809

I - 2. COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/13 au 31/12/2013	% C.A.	du 01/01/12 au 31/12/12	% C.A.	Variation % / 31/12/2013 / 31/12/2012
PRODUITS					
Production vendue	7 697 884	100%	7 402 829	100%	4%
Montant net du chiffre d'affaires	7 697 884	100%	7 402 829	100%	4%
Production stockée	(518 551)	-7%	108 111	1%	-580%
Subventions d'exploitation	146 525	2%	3 465	0%	4129%
Autres produits	2 301 314	30%	1 335 080	18%	72%
Total	9 627 172		8 849 485		9%
CHARGES					
Achats de m.p. & aut. approv.	(1 147 805)	-15%	(1 354 163)	-18%	-15%
Autres achats & charges externes	(3 281 941)	-43%	(3 357 347)	-45%	-2%
Impôts, taxes et vers. assimilés	(158 013)	-2%	(140 855)	-2%	12%
Salaires et traitements	(2 854 299)	-37%	(2 560 829)	-35%	11%
Charges sociales	(1 242 386)	-16%	(1 179 186)	-16%	5%
Amortissements et provisions	(562 420)	-7%	(626 532)	-8%	-10%
Autres charges	(206 681)	-3%	(70 333)	-1%	194%
Total	(9 453 545)		(9 289 245)		2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	173 627	2%	(439 760)	-6%	-139%
Produits financiers	210 064	3%	262 058	4%	-20%
Charges financières	(96 234)	-1%	(183 663)	-2%	-48%
Résultat financier	113 830	1%	78 395	1%	45%
RESULTAT COURANT	287 457	4%	(361 365)	-5%	-180%
Produits exceptionnels	58 000	1%	11 742	0%	
Charges exceptionnelles	(104 092)	-1%	(21 576)	0%	382%
Résultat exceptionnel	(46 092)	-1%	(9 834)	0%	369%
Impôts sur les bénéfices	19 669	0%	19 096	0%	
RESULTAT DE L'EXERCICE	261 035	3%	(352 105)	-5%	-174%

I - 3. TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	du 01/01/13 au 31/12/2013	du 01/01/12 au 31/12/2012
Résultat net	261 035	(352 105)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	620 420	629 756
- Reprise de provisions et dépréciation	(364 591)	(127 533)
Capacité d'autofinancement	516 864	150 118
Dettes fournisseurs	(644 879)	31 000
Dettes fiscales et sociales	123 261	95 045
Autres dettes	(126 987)	(2 376)
Produits constatés d'avance (hors subventions)	(384 069)	45 670
Stock et en-cours	518 551	(108 111)
Créances clients	1 017 868	(1 394 959)
Autres créances	(168 809)	(650 886)
Charges constatées d'avance	(48 716)	4 132
courante	286 220	(1 980 485)
Variation des subventions	49 786	131 369
Flux net de trésorerie généré par l'activité	852 870	(1 698 998)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(8 590)	(365 328)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(100 409)	(39 867)
Acquisitions d'immobilisations financières	(137 225)	(297 252)
Produits de cessions d'immobilisations	135 075	308 227
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(111 149)	(394 220)
Augmentation de capital	-	-
Prime d'émission	-	-
Augmentation des dettes financières	-	-
Remboursement des dettes financières	(32 000)	(42 000)
Abandon de créance sur avances remboursables	(144 380)	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(176 380)	(42 000)
Variation de trésorerie	565 340	(2 135 218)
Trésorerie Ouverture	3 977 320	6 112 537
Trésorerie Clôture	4 542 659	3 977 320
	565 339	-2 135 218

II - ANNEXES

II - 1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

En mai 2013 genOway a signé un premier accord de partenariat avec une société européenne suivi en juillet 2013 par la signature d'un second contrat avec une société américaine active dans le développement d'anticorps thérapeutiques concernant des modèles animaux génétiquement modifiés utilisant la technologie RMCE. Avec cet accord, la plateforme technologique de genOway est devenue la source de référence pour les modèles animaux dans le domaine du développement des anticorps et peptides thérapeutiques, de leur évaluation et des études de toxicologie associées.

Un constat d'échec a été établi concernant le projet HusMap ; dans ces conditions la société a obtenu un abandon du solde de l'avance remboursable concernant ce programme en décembre 2013.

La troisième loi de finances rectificative pour 2012 a instauré un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) au bénéfice des entreprises. Ce crédit d'impôt de 4% est assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2.5 SMIC versées à compter du 1er janvier 2013. Il peut être imputé sur l'impôt dû ou à défaut est remboursable au bout de 3 années.

La société a reconnu ce crédit d'impôt en réduction des charges de personnel au compte de résultat. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la société a comptabilisé un produit à recevoir de 75.081 € au titre du CICE.

II - 2. INFORMATIONS SUR LES PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément au Code de Commerce, au décret du 29 novembre 1983, au Plan Comptable Général et aux principes comptables généralement admis :

- - enregistrement au coût historique,
- - permanence des méthodes de présentation et d'évaluation d'un exercice à l'autre,
- - indépendance des exercices,

et dans l'hypothèse d'une continuité de l'exploitation.

Les méthodes d'évaluation et de présentation sont celles prévues par les textes en vigueur.

Immobilisations

Conformément au règlement CRC 2004-06, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, les règles et méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

- Leurs valeurs brutes correspondent au coût d'acquisition historique.
- Les frais d'acquisition des immobilisations sont enregistrés directement en charge car ils ne représentent pas de montants significatifs.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément au règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les règles et méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

Le mode d'amortissement pour dépréciation choisi pour les différents postes d'immobilisations est précisé dans le tableau des amortissements ci-dessous.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

Licences et droits similaires	:	1 à 5 ans Linéaire
Logiciels	:	1 à 5 ans Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	:	5 ans Linéaire
Matériel et outillage industriel neuf	:	5 ans Linéaire
Installations générales et aménagements divers	:	5 à 10 ans Linéaire
Matériel informatique	:	3 ans Linéaire
Mobilier et matériel de bureau	:	5 ans Linéaire
Autres immobilisations corporelles	:	10 ans Linéaire

Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au prix d'acquisition. Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée, le cas échéant, lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué afin de comparer la valeur nette comptable (VNC) à sa valeur actuelle ou sa valeur recouvrable.

Lorsque la valeur actuelle ou la valeur recouvrable d'un actif devient inférieure à sa VNC, cette dernière est ramenée à sa valeur actuelle ou à sa valeur recouvrable à la clôture de l'exercice par la constatation d'une provision pour dépréciation.

Créances et Dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est effectuée lorsque la créance existe dans les comptes depuis plus de 18 mois.

En cours et résultats sur contrats à long terme

Chaque projet est formalisé par un contrat avec le client et les travaux peuvent être divisés en plusieurs phases. Les contrats s'échelonnent généralement sur plusieurs mois voire années. Leur financement est effectué soit directement par le client, soit par l'intermédiaire d'un consortium dans le cas des contrats de développements.

Les résultats sur ces contrats sont pris en compte à l'achèvement de chaque phase. La constatation de cet achèvement fait l'objet de la remise d'un rapport scientifique au client. Cette méthode permet à la société de facturer chaque phase de manière indépendante et de reconnaître la marge ainsi réalisée. Ceci permet d'obtenir une marge comparable à ce que l'on obtiendrait par la méthode de l'avancement sur la totalité du contrat à long terme.

Les encours de production sont valorisés aux coûts directs de production. Une dépréciation est constituée, le cas échéant, de la différence du coût généré à la clôture et du produit attendu si cette différence est négative.

Les facturations d'acomptes pour des phases totalement ou partiellement inachevées sont inscrites au passif en produits constatés d'avance.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation soumises à conditions suspensives sont prises en compte en résultat courant au fur et à mesure de la réalisation des objectifs et des dépenses engagées

Provisions sur litiges

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat au prix moyen pondéré hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Bons de souscription d'actions et valeurs mobilières composées

Ces valeurs sont analysées au paragraphe relatif au capital social.

Indemnités départ à la retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions de la convention collective, des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalité. Ces montants sont mentionnés en hors-bilan et ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes de la société.

II - 3. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF

II - 3.1. ACTIF IMMOBILISE

VARIATIONS DE L'ACTIF IMMOBILISE

En euros	31/12/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2013
Licences	885 836	3 115	-107 760	781 191
Logiciels	227 703	5 475	-20 188	212 990
Fond commercial	196 950		0	196 950
Autres immob. Incorp	322 341		0	322 341
Immobilisations incorporelles brutes	1 632 830	8 590	-127 948	1 513 472
Installations techniques, matériel et outillage indus	522 546	50 384	0	572 930
Installations générales, agencements et aménagement	315 107	33 166	0	348 273
Matériel de bureau et informatique, mobilier	116 565	16 859	-34 060	99 364
Autres immobilisations corp.	607 650			607 650
Immobilisations corporelles brutes	1 561 868	100 409	-34 060	1 628 219
Titres de participations	0			0
Prêt au personnel	33 000			33 000
Dépôt de garantie	32 920		-64	32 856
Actions propres	61 371	137 225	-135 013	63 583
Immobilisations financières brutes	127 291	137 225	-135 077	129 439
Total immobilisations brutes	3 321 989	246 224	-297 085	3 271 130

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS

En euros	31/12/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2013
Licences	465 822	212 350	-107 760	570 412
Logiciels	227 704	2 008	-20 188	209 524
Autres immob. Incorp	322 341	0	0	322 341
Amortissements & dépréciations immobilisations i	1 015 867	214 358	-127 948	1 102 277
Installations techniques, matériel et outillage	348 516	81 170	0	429 686
Installations générales, agencements et aménagement	285 128	15 979	0	301 107
Matériel de bureau et informatique, mobilier	105 620	8 854	-34 060	80 414
Autres immobilisations corp.	258 252	60 765		319 017
Amortissements immobilisations corporelles brute	997 516	166 768	-34 060	1 130 224
Dépréciations immobilisations financières brutes	0	0	0	0
Total amortissements & dépréciations	2 013 380	381 126	-162 008	2 232 498

Licences et droits similaires

Ce poste comprend les accords de concessions de sous-licences non exclusives de brevet qui sont amortis sur une durée entre 2,5 et 5 ans. Ces licences prévoient également le versement d'une redevance annuelle en fonction des recettes réalisées. Ces redevances sont intégralement passées en charge sur l'exercice au cours duquel elles sont appelées. Ce poste tient compte notamment du contrat de licence STEMCELLS et du contrat de licence avec « MIT Bluebird » acquis en 2012.

Fonds de commerce

Ce poste comprend :

- Le rachat du fonds de commerce de la société Murinus GmbH. Il n'a pas fait l'objet d'une dépréciation dans la mesure où il génère le chiffre d'affaires attendu.
- L'acquisition du fonds de commerce IngenKo. Il n'a pas fait l'objet d'une dépréciation dans la mesure où il génère le chiffre d'affaires attendu.

Autres immobilisations incorporelles

La société a immobilisé les coûts des lignées catalogues correspondants à l'étape de mise en production. Cette période correspond à la phase de développement des lignées jusqu'à la première vente réalisée. Ces coûts sont amortis linéairement sur 5 ans. Les projets pour lesquels le Business Plan ne pourra être respecté ont été dépréciés.

Autres immobilisations corporelles

Il s'agit d'une banque de 15 lignées de cellules souches murines acquises en 2008 à la société ThromboGenics NV et amorties sur une durée de 10 ans.

Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours sont nulles à fin 2013.

Actions Propres

La société a signé au cours de l'exercice 2011 un contrat de liquidité avec la société de bourse PORTZAMPARC. Au 31 décembre 2013, la société détient en autocontrôle 35.514 actions propres acquises au prix unitaire moyen de 1,65 €.

II - 3.2. AUTRES CREANCES

Le poste « Autres créances » du bilan inclut les éléments suivants pour les montants indiqués ci-dessous :

<u>En euros</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
Subventions à recevoir sur exercices futurs	180 751	209 698
Etat – Produits à recevoir	5 912	75 392
Organismes sociaux - Produits à recevoir	5 250	4 701
Débiteurs divers	17 500	18 287
Total	209 413	308 078

II - 3.3. CREDIT D'IMPOT

Le poste crédit d'impôt se détaille de la façon suivante :

<u>En euros</u>	
Crédit d'impôt recherche 2013	1 490 331
Crédit d'impôt famille 2013	19 669
Total	1 510 000

La société a bénéficié, en juillet 2013, du remboursement du CIR 2012 pour 1.498.658 €.

Toutefois, nous souhaitons porter à votre connaissance l'élément suivant : le Crédit d'Impôt Recherche (« C.I.R. ») calculé par la société genOway au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, s'élève, comme indiqué supra, à 1.498.658 € alors que le montant du CIR 2012 comptabilisé au 31 décembre 2012 s'élevait à 1.042.481 €. L'écart, soit 456.177 € a été comptabilisé dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2013 dans le compte « 758100 » en « Autres Produits » pour le montant à régulariser. Cet écart provient de l'inclusion d'un projet de recherche qui a été considéré comme éligible au C.I.R. au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 après la tenue du conseil d'administration d'arrêté des comptes du 11 mars 2013. Par conséquent l'impact favorable de cet écart est intégré dans le résultat au 31 décembre 2013.

II - 4. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN PASSIF

II - 4.1. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital de 885.554,40 € est décomposé en 5.903.696 actions de 0,15 € de nominal.

Variation des fonds propres :

En euros	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux Propres	Obligations remb. en actions	Avances conditionnées	Total autres fonds propres	Total capitaux propres et autres fonds propres
Ouverture au 01/01/2012	885 554	18 868 287	-15 677 310	502 326	4 578 858	0	652 777	652 777	5 231 635
Augmentation de capital					0			0	0
Avances conditionnées					0		-42 000	-42 000	-42 000
ORA					0			0	0
Résultat de l'exercice				-352 105	-352 105			0	-352 105
<u>Affectation résultat</u>			502 326	-502 326	0			0	0
Solde clôture au 31/12/2012	885 554	18 868 287	-15 174 984	-352 105	4 226 752	0	610 777	610 777	4 837 529
Ouverture au 01/01/2013	885 554	18 868 287	-15 174 984	-352 105	4 226 752	0	610 777	610 777	4 837 529
Augmentation de capital					0			0	0
Avances conditionnées					0		-103 707	-103 707	-103 707
ORA					0			0	0
Résultat de l'exercice				261 035	261 035			0	261 035
<u>Affectation résultat</u>			-352 105	352 105	0			0	0
Solde clôture au 31/12/2013	885 554	18 868 287	-15 527 089	261 035	4 487 787	0	507 070	507 070	4 994 857

Valeurs mobilières composées :

Suivant les résolutions de l'AGE du 8 juin 2009 :

- Le conseil d'administration du 24 juin 2009 a décidé d'attribuer 84 500 BSPCE sur les 220.000 BSPCE émis par l'AGE. Ceux-ci permettront chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 1,56€ jusqu'au 8 juin 2014.

Suivant les résolutions de l'AGM du 7 juin 2010 :

- Le conseil d'administration du 10 juin 2010 a décidé d'attribuer 138 000 BSPCE sur les 220.000 BSPCE émis par l'AGM. Ceux-ci permettront à chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 2,81€ jusqu'au 7 juin 2015
- Le conseil d'administration du 26 novembre 2010 a décidé d'attribuer 25.000 BSA qui permettront chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 2,81€ jusqu'au 7 juin 2015.
- Le conseil d'administration du 22 mars 2011 a décidé d'attribuer 30.000 BSPCE sur les 82.000 BSPCE restants émis lors de l'AGM. Ceux-ci permettront à chacune la souscription d'une action de 0,15 € de nominal pour un prix de 2,82 € jusqu'au 7 juin 2015.

Suivant les résolutions de l'AGM du 7 juin 2011 :

- Le conseil d'administration du 20 décembre 2011 a décidé d'attribuer 40 000 BSA sur les 80 000 BSA émis par l'AGM. Ceux-ci permettront à chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 2,49€ jusqu'au 7 juin 2015.

En dernier lieu, il est précisé que l'AGM du 4 juin 2012 prévoit que le conseil d'administration a la possibilité d'émettre 150 000 BSPCE jusqu'au 31/08/2013. Cette faculté n'a, au 31 décembre 2013, pas été utilisée.

Catégories de titres	Date d'attribution	Date d'exercice	Date de validité	Nombre de Titres				Valeur de l'exercice
				A l'ouverture	Créés durant l'exercice	Annulés durant l'exercice	A la clôture	
BSA 2010	26/11/2010		07/06/2015	25 000			25 000	2,81
BSA 2011	20/12/2011		07/06/2015	40 000			40 000	2,49
BSPCE 2009	08/06/2009		08/06/2014	83 500		500	83 000	1,56
BSPCE 2010	10/06/2010		07/06/2015	132 500		1 000	131 500	2,81
BSPCE 2011	22/03/2011		07/06/2015	30 000			30 000	2,82
BSPCE 2012	04/06/2012		31/08/2013					
TOTAL				311 000	-	1 500	309 500	

II - 4.2. AUTRES FONDS PROPRES

Les autres fonds propres (507.070 €) sont composés de :

- 507.070 € d'avances remboursables IT DIAB obtenues dans le cadre d'un financement OSEO. L'objectif du consortium est de développer des solutions technologiques dans le domaine des maladies vasculaires et métaboliques.
- L'avance remboursable OSEO/HUS MAP obtenues dans le cadre d'un financement OSEO d'un montant total de 220 000 € a fait l'objet d'un règlement par l'entreprise de 32.000 € en 2013 et d'un abandon de créance pour 144.380 € compte tenu de l'échec du programme de R&D. Ce programme concernait le développement de souris humanisées permettant de produire des anticorps partiellement humanisés.

Echéance de remboursement des avances remboursables :

En euros	Solde au 31/12/2012	Mouvements de l'exercice	Solde au 31/12/2013	A moins d'un an	A plus d'un an
OSEO - HUS MAB	134 000	-134 000	0	0	0
OSEO - IT DIAB	476 777	30 293	507 070	0	507 070
Total	610 777	-103 707	507 070	0	507 070

II - 4.3. CHARGES A PAYER ET AUTRES DETTES

Les postes suivants du bilan incluent des charges à payer pour les montants indiqués :

<u>En euros</u>	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2013</u>
Avoir à établir	132 952	10 354
Emprunts et dettes financières	466	1 252
Fournisseurs et comptes rattachés	251 442	224 632
Dettes fiscales et sociales	349 422	429 997
Autres charges à payer		833
Total	734 282	667 068

Les « Autres Dettes » se décomposent de la façon suivante :

<u>En euros</u>	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2013</u>
Subventions encaissées	143 294	218 513
Clients avoirs à établir.	132 952	10 354
Clients avances et acomptes	1 529 160	1 573 308
Charges à payer	5 000	833
Total	1 810 406	1 803 008

II - 4.4. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le poste « produits constatés d'avance » se détaille de la façon suivante :

<u>En euros</u>	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2013</u>
Contrats de services	1 666 628	1 282 560
Contrats de développements	116 000	116 000
Total	1 782 628	1 398 560

La variation des produits constatés d'avance s'explique notamment par la finalisation de plusieurs phases de projets. En effet, dès la signature des contrats de développements, les montants prévus dans ces contrats, considérés comme des revenus futurs certains, sont comptabilisés jusqu'à leur encaissement en autres créances en contrepartie du compte de produits constatés d'avance. Lorsque la société a terminé une phase de travaux, le compte de produits constatés d'avance diminue du montant reconnu en chiffre d'affaires ou autres produits.

En ce qui concerne les contrats de service, la société facture 100% de la prestation (*pour un laboratoire pharmaceutique*) ou 50% (*pour un laboratoire académique*) en début de phase. Les factures émises sont donc comptabilisées à la clôture en produits constatés d'avance dans l'attente de la réalisation des prestations.

II - 5. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF ET PASSIF

II - 5.1. ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En euros	31/12/2012	Dotations	Reprises	31/12/2013
Provisions pour risques et charges	111 224	58 000	-61 224	108 000
Dépréciation sur stocks et en cours	169 530	71 371	-156 440	84 461
Dépréciation sur comptes clients	232 834	109 922	-146 927	195 829
Dépréciations	402 364	181 293	-303 367	280 290
Total	513 588	239 293	-364 591	388 290

Les provisions pour risques et charges sont constituées de provisions pour litiges. Ces provisions et dépréciations sont calculées conformément aux règles indiquées dans le paragraphe II-2 « En cours et résultats sur contrats à long terme » et « provisions sur litiges ».

II - 5.2. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances

En euros	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Immobilisations financières	129 441		129 441
Clients douteux ou litigieux	205 170		205 170
Autres créances clients	1 503 008	1 503 008	
Fournisseurs débiteurs	28 520	28 520	
Personnel & Acompte	3 278	3 278	
Etats et autres collectivités locales	1 685 715	1 685 715	
Autres créances	308 079	308 079	
Charges constatées d'avances	267 805	267 805	
Total	4 131 016	3 796 405	334 611

Etat des dettes

En euros	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Dettes financières diverses	6 304	6 304	
Fournisseurs et comptes rattachés	630 431	630 431	
Personnel et comptes rattachés	230 820	230 820	
Sécurité sociale et organismes sociaux	436 218	436 218	
Impôts, taxes et assimilés	124 030	124 030	
Dettes/immob.et cptes rattachés	14 783	14 783	
Autres dettes	1 803 008	1 803 008	
Produits constatés d'avance	1 398 560	1 398 560	
Total	4 644 154	4 644 154	0

II - 5.3. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les charges et produits constatés d'avance sont tous liés à l'exploitation.

II - 6. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

II - 6.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires s'établit sur l'exercice à 7.697.884 € contre 7.402.829 € sur l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires est constitué :

- des produits sur les contrats clients et les contrats de développements pour lesquels il est constaté au fur et à mesure de la réalisation des travaux prévus par ces contrats,
- des droits d'entrée pour l'utilisation à tarif préférentiel des modèles propriétaires qui feront l'objet d'une commercialisation future, et des revenus de mise à disposition de modèles.

La ventilation du chiffre d'affaires peut être présentée comme suit :

	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2013</u>
France	9%	8%
Europe	37%	37%
Amérique du Nord	52%	51%
Autres	2%	4%
Total	100%	100%

II - 6.2. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

AUTRES PRODUITS

En euros	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2013</u>
Reprise dépréciation des en cours de production	55 250	156 441
Reprise dépréciation des créances douteuses	72 237	146 927
Transfert de charges d'exploitation	37 503	-3 106
Produits divers de gestion courante	127 610	54 544
Crédit Impôt Recherche	1 042 481	1 946 508
Total	1 335 081	2 301 314

La société comptabilise le crédit d'impôt recherche dans le poste « autres produits d'exploitation » au lieu du poste « impôts ». Ce reclassement a pour but d'améliorer la comparabilité des états financiers de la société avec les sociétés du même secteur d'activité publiant leurs comptes en normes IFRS.

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2013 s'élève à 1 946 508 euros et inclut un montant de 456 177 euros relatif au CIR 2012 (voir note II 3.3).

AUTRES CHARGES

<u>En euros</u>	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2013</u>
Redevances	64 693	169 839
Autres	5 640	36 842
Total	70 333	206 681

Les variations concernant ce poste proviennent essentiellement des éléments suivants :

- Acquisition de plusieurs licences dont notamment GATEWAY et la prise en compte des redevances FLEX 2012 et 2013.
- La constatation de créances irrécouvrables au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

II - 7. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

II - 7.1. ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL

La société n'a pas d'engagements de crédit bail au 31 décembre 2013.

II - 7.2 COUVERTURE EN DEVISES

Note sur les engagements de couverture

Au 31 décembre 2013, la société a souscrit à différents contrats de couverture pour se prémunir du risque de change Euro / US dollar.

Tunnels progressifs :

La société dispose au 31 décembre 2013 de 6 contrats de couverture de type "tunnels progressifs" à échéance 2014/2015, selon les contrats avec un taux de couverture compris entre 1,27 et 1,335.

Les droits déjà accumulés au 31 décembre 2013 sur ces contrats s'élèvent à K\$ 1 932 et ont été utilisés à hauteur de K\$ 1 904 sur l'exercice 2013. Les droits restants à cumuler pour les échéances futures peuvent atteindre au maximum K\$4 341 avec une date d'échéance au plus tard au 03 Novembre 2015 sur la base d'un niveau suspensif 1.

II.7.3 AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Engagements pris en matière de pensions, compléments de retraites et indemnités assimilées :

Les engagements de départ à la retraite sont calculés selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge de départ, de la mortalité et de l'ancienneté du personnel, ainsi que de coefficients de rotation. Le montant des droits estimés au jour du départ en retraite est actualisé au taux de 2,42 %, et proratisé selon l'ancienneté acquise au jour de l'évaluation par rapport à l'ancienneté totale au jour du départ en retraite. Il intègre les charges sociales à hauteur de 45 %.

Le montant estimé de l'engagement s'élève à 293.248 € au 31 décembre 2013.

II.7.4 ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Le montant des déficits reportables à la clôture de l'exercice 2012 s'élève à 24.286.909 €. Ces déficits sont indéfiniment reportables.

II.7.5 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction n'est pas communiqué car l'information conduirait à donner une rémunération individuelle.

II.7.6 EFFECTIF

L'effectif moyen est de 84 personnes sur la période. : 38 cadres et 46 non cadres.

II.7.7 DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	1.310
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande des salariés	6.491

II.7.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu à votre connaissance d'évènements postérieurs à la clôture ayant un impact sur les comptes au 31.12.2013 ou ayant un impact sur la continuité d'exploitation. Aucune transaction visée par la nouvelle réglementation en vigueur (décret n°2009-267 du 9 mars 2009) n'a été identifiée.